

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 7 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STATKRAFT RENOUVELABLES

148 avenue Jean Jaurès
69007 Lyon

Références : N4-2025-1063_RI
Code AIOT : 0006306700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement STATKRAFT RENOUVELABLES implanté Le Grand Domaine 44590 DERVAL. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATKRAFT RENOUVELABLES
- Le Grand Domaine 44590 DERVAL
- Code AIOT : 0006306700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Derval, implanté sur la commune de Derval, est composé de 3 éoliennes de 2 MW chacune et d'un poste de livraison, représentant une puissance totale installée de 6 MW. Il est à noter que le parc est issu de la scission d'un parc de 8 aérogénérateurs. En conséquence, les éoliennes sont numérotées E1, E3, E5 et E7. L'éolienne E1 a subi un incendie en nacelle en mars 2024 et a été démantelée mais n'a pas encore été évacuée.

La société STATKRAFT assure le suivi du site en qualité d'exploitant technique. La maintenance des éoliennes est assurée par la société DWT.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan hors constats

Un échange a eu lieu avec l'exploitant sur le devenir du parc et notamment sur la gestion du démantèlement de l'éolienne E1. L'exploitant indique qu'un projet de renouvellement du parc est en cours. Le dépôt de la demande d'autorisation environnementale est envisagé en fin d'année 2025.

Sur la question du démantèlement, l'exploitant a fourni le contrat avec la société RAMBOLL en date d'août 2025. Cette dernière est chargée de suivre le chantier de démantèlement de l'éolienne E1 puis de l'ensemble de parc lors du futur renouvellement.

L'inspection des installations classées demande à ce que le démantèlement de l'éolienne E1 soit traité comme une cessation partielle et que l'ATTES Eolien soit fournie pour l'éolienne E1 à l'issue de la remise en état du site. Une seconde ATTES Eolien est attendue lors de la cessation totale du parc.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
6	Vérification de la pérennité de la mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Demande d'action corrective

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sécurisation des accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
2	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
3	Affichage des consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
4	Test de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
7	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 18 > I.
8	Maintenance des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
9	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée.

2-5) Fiches de constats

N°1 : Sécurisation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurisation des accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de l'inspection, les accès à l'éolienne E3 ainsi qu'au poste de livraison ont été contrôlés. Les accès étaient correctement fermés.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des aérogénérateurs

Prescription contrôlée :
Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.
Constats :
L'éolienne E3 est bien identifiée par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât.
Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Affichage des consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage des consignes de sécurité
Prescription contrôlée :
Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :
<ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats :
Les panneaux à l'entrée du site des éoliennes E1 et E3 sont en très bon état et contiennent les informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°4 : Test de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à l'arrêt
Prescription contrôlée :
Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats :
L'exploitant a transmis les rapports de maintenance pour la 17 ^{ème} année d'exploitation réalisés : <ul style="list-style-type: none"> • le 23/09/2025 pour l'éolienne E3 ; • le 24/09/2025 pour l'éolienne E5 ; • le 25/08/2025 pour l'éolienne E7. Les tests de mise à l'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse ont été effectués et sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée :

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a fourni les rapports de vérification des installations électriques réalisés par la société SOCOTEC en date du 28/01/2025 pour l'ensemble des éoliennes. Deux conformités mineures sont relevées pour l'éolienne E3 ainsi que pour l'éolienne E7. Il est noté que le précédent rapport de vérification électrique est daté du 02/08/2023. L'exploitant indique que l'absence de vérification en 2024 est liée en partie à l'arrêt prolongé du parc suite à l'incendie de l'éolienne E1 ainsi qu'à des difficultés avec le prestataire en charge de la vérification.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitation veille au respect de la périodicité du contrôle des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Vérification de la pérennité de la mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : L'exploitant indique que la vérification de la pérennité de la mise à la terre a été réalisée à l'occasion de la vérification des installations électriques ainsi que durant la maintenance annuelle. La continuité électrique au niveau des pales a été mesurée par la société HÉLIOPALE en juillet 2024. L'ensemble des mesures sont conformes. Néanmoins, les prestataires en charge de la vérification ne sont pas certifiés au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant indique qu'HÉLIOPALE prévoit d'être certifié en 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera effectuer la prochaine vérification des installations électriques par un prestataire certifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°7 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 18 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides de fixation
Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports d'intervention de la société AVG Industry en date du 16, 18 et 19 juillet 2024. La méthode de contrôle des brides est basée sur la vérification du couple de serrage avec une clé dynamométrique. L'ensemble des brides ont été vérifiées lors de ce contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Maintenance des systèmes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de sécurité

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Les systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de système de détection sont composés :

- de l'anémomètre ;
- des capteurs de survitesse ;
- du système d'orientation des pales ;
- du frein mécanique de rotor ;
- et du système de détection incendie.

L'ensemble de ces systèmes sont vérifiés dans le cadre de la maintenance annuelle et sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N°9 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

L'exploitant a transmis un extrait du registre de maintenance pour le début de l'année 2025 (janvier à juillet) ainsi que les rapports d'intervention associés.

Type de suites proposées : Sans suite